

II. RÉGIMES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

1) CADRE GÉNÉRAL

1. Selon la Constitution de 1982, la Turquie est une république laïque et démocratique régie par la primauté du droit, dotée d'un pouvoir judiciaire indépendant et qui reconnaît à tous les citoyens des droits fondamentaux. La Constitution peut être modifiée par référendum ou par un vote à la majorité qualifiée (2/3) du Parlement turc, appelé Grande assemblée nationale turque.¹ Cette Grande assemblée, composée d'une chambre unique, compte 550 membres, élus au suffrage universel tous les cinq ans, selon un système de représentation proportionnelle.² La Cour constitutionnelle est l'instance judiciaire suprême, devant la Cour de cassation, le Conseil d'État, la Cour des comptes, la Cour de cassation militaire et le Tribunal administratif supérieur militaire.

2. Le Président, élu pour un mandat de cinq ans au suffrage universel, a d'importants pouvoirs de contrôle.³ Il désigne (et peut révoquer) le Premier Ministre, ainsi que les autres ministres sur avis du Premier Ministre. Le Cabinet actuel se compose du Premier Ministre, de quatre vice-premiers ministres et de 21 ministres.

3. Le cadre global de la formulation et de la mise en œuvre de la politique commerciale de la Turquie n'a pratiquement pas changé depuis le précédent examen. Toutefois, suite à la réorganisation de la structure institutionnelle des ministères et de certaines institutions publiques engagée en juin 2011, le titre des institutions concernées et leur portefeuille ont été adaptés au cours de ces derniers mois.⁴ Le Ministère de l'économie (ancien Sous-secrétariat du Premier Ministre au commerce extérieur) formule, administre et coordonne la politique de commerce extérieur de la Turquie. Selon la nature de la question, le Ministère peut consulter les autres ministres et les autres organismes, comme le Ministère des affaires étrangères; le Ministère de la science, de l'industrie et de la technologie; le Ministère des finances; le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage; le Ministère de la santé; le Ministère de la culture et du tourisme; le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles; le Ministère de l'environnement et de l'urbanisme; le Ministère du développement; le Ministère des douanes et du commerce; le Sous-secrétariat du Trésor; la Banque centrale de Turquie; l'Institut turc des brevets; la Direction de la concurrence; la Direction des marchés publics; l'Agence de réglementation et de contrôle des banques (BRSA); la Direction des technologies de l'information et des communications; l'Autorité de réglementation du marché de l'énergie; l'Office du sucre; l'Agence de réglementation des marchés du tabac et de l'alcool; l'Agence des marchés publics; et la Banque de crédit à l'exportation. Un certain nombre d'organismes de réglementation indépendants ayant des responsabilités relatives aux marchandises et aux services sont énumérés au tableau II.1. Le Ministère de l'économie, par l'entremise de la Direction générale des incitations à la mise en œuvre et à l'investissement étranger, est chargé des aides publiques à l'investissement et des questions liées à l'investissement étranger direct en Turquie (section 4 ci-après).

¹ Seuls les membres de la Grande assemblée nationale turque peuvent proposer des modifications de la Constitution.

² Pour obtenir des sièges au Parlement, un parti doit obtenir au moins 10% des votes exprimés au niveau national.

³ Le Président peut être réélu une seule fois pour un second mandat de cinq ans. Jusqu'en 2007, le Président turc était élu par le Parlement pour un unique mandat de sept ans.

⁴ Décret-loi n° 637 publié au Journal officiel n° 27958(bis) du 8 juin 2011.

Tableau II.1
Organismes de réglementation indépendants, 2011

Organisme	Loi n°/année	Secteurs	Mandat
Conseil du marché des capitaux	2499/1981	Marchés des capitaux	Réglementation et contrôle du marché des capitaux et protection des droits et intérêts des investisseurs
Haut Conseil de l'audiovisuel	6112/2011	Radio, télévision et services de médias à la demande	Réglementation et contrôle des services de radio et de télévision et des services de médias à la demande
Direction de la concurrence	4054/1994	Marchés des biens et des services (tous les secteurs)	Prévention des accords, décisions et pratiques concertées qui restreignent la concurrence et des abus de position dominante de la part d'une ou plusieurs entreprises; contrôle des fusions-acquisitions; création d'une culture de la concurrence dans la cadre des activités de plaidoyer en faveur de la concurrence
Agence de réglementation et de contrôle des banques	4389/1999 (la Loi n° 4389 sur les banques a été remplacée par la Loi n° 5411/2005 sur les banques)	Banque	Protection des droits et intérêts des déposants; définition de principes régissant l'établissement, la gestion, l'exploitation, l'acquisition, la fusion, la liquidation et le contrôle des banques de façon à assurer le bon fonctionnement du système de crédit en tenant dûment compte des besoins du développement économique, et à promouvoir la confiance et la stabilité du marché financier
Direction des technologies de l'information et des communications	4502/2000 5809/2008	Télécommunications	Création d'un marché dynamique et solide fondé sur la concurrence loyale; contribution à l'élaboration de la politique des télécommunications; adoption de mesures visant à protéger les droits des consommateurs; emploi efficient et productif de ressources limitées telles que les fréquences et les numéros
Loi sur la signature électronique	5070/2004	Technologie de l'information	Définition des principes relatifs aux aspects juridiques et techniques et à l'application de la signature électronique
Autorité de réglementation du marché de l'énergie	4628/2001 4646/2001 5015/2003 5307/2005	Électricité Gaz naturel Pétrole Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	Création d'un marché de l'énergie financièrement solide, stable et transparent, régi par le droit privé, dans un environnement concurrentiel, afin de garantir la fourniture d'électricité et de gaz naturel en suffisance, de façon continue et respectueuse de l'environnement; régulation et supervision indépendantes du marché; régulation de l'orientation, de la surveillance et de la supervision de la fourniture du pétrole et du GPL, afin de garantir aux consommateurs, directement ou après transformation dans des conditions de rentabilité, un approvisionnement en ces produits qui soit transparent, non discriminatoire et stable
Office du sucre	4634/2001	Sucre et édulcorants à base d'amidon	Régulation du marché du sucre par la définition de procédures et principes régissant la production de sucre et les conditions et modalités de commercialisation
Agence de réglementation des marchés du tabac et de l'alcool	4733/2002 (modifiée par la Loi n° 5752/2008)	Tabacs bruts et fabriqués, alcools et boissons alcooliques	Définition des principes et procédures régissant la production, l'achat sur le marché intérieur ou à l'étranger et la vente de tabacs bruts et fabriqués, d'alcools et de boissons alcooliques
Direction des marchés publics	4734/2002	Toutes les entités publiques	Définition des procédures et principes à appliquer dans les marchés publics; examen des plaintes concernant toutes les passations de marchés publics

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

4. Le Ministère de l'économie procède régulièrement à l'examen et à l'évaluation des politiques commerciales. Les régimes d'exportation et d'importation ainsi que la législation sur la normalisation sont revus chaque année et actualisés en cas de besoin. Le secteur privé et les ONG contribuent à la formulation de la politique commerciale en faisant connaître leurs vues au Ministère de l'économie soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Union des chambres et des bourses de commerce (TOBB), de l'Assemblée des exportateurs turcs (TIM), de l'Association turque des entrepreneurs et industriels (TUSIAD), de l'Association indépendante des entrepreneurs et industriels (MUSIAD) et du Conseil des relations économiques extérieures (DEIK), ainsi que des chambres de commerce locales

et associations d'exportateurs.⁵ Il y a parfois des consultations avec des universités et des instituts de recherche comme la Fondation pour le développement économique (IKV), la Fondation pour la recherche en politique économique (TEPAV) et l'Association turque du commerce extérieur (TURKTRADE).⁶

5. En Turquie, la hiérarchie des normes juridiques est la suivante: la Constitution, les lois, les décrets, les règlements, les règlements d'application, les décisions du Conseil des ministres et d'autres actes administratifs comme les circulaires. En général, les politiques publiques sont formulées et appliquées par voie législative.⁷ Le principal texte relatif aux échanges internationaux est la Loi n° 2976 de 1984 réglementant le commerce extérieur. Les accords internationaux dûment ratifiés en Turquie, dont ceux relatifs à l'OMC, ont force de loi. Par conséquent, leurs dispositions s'appliquent en cas d'incompatibilité entre eux et la loi interne, qui devrait donc être amendée conformément aux engagements internationaux du pays. Les Accords de l'OMC et les relations commerciales, actuelles et futures, de la Turquie avec l'Union européenne, sont les principaux facteurs qui déterminent le régime national des échanges.

6. Les principaux textes législatifs turcs sur le commerce sont énumérés au tableau AII.1. L'actuel Code du commerce (n° 6762), en vigueur depuis 1957, dispose que les sociétés commerciales peuvent revêtir la forme d'une société collective, en commandite simple, par actions ou à responsabilité limitée, ou être constituées en coopérative. Toutes les sociétés établies conformément au Code du commerce sont considérées comme des sociétés turques. Un nouveau Code du commerce (n° 6102), publié au Journal officiel le 14 février 2011, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2012. La législation secondaire nécessaire pour la mise en œuvre de ce nouveau code est en cours d'élaboration. Par ailleurs, le nouveau Code du commerce réglemente l'établissement des succursales des sociétés étrangères.⁸ L'établissement de bureaux de représentation relève de la Loi n° 4875 sur l'investissement étranger direct.

2) OBJECTIFS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

7. Depuis qu'elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996, l'Union douanière constituée avec l'UE est l'élément déterminant de la politique de commerce extérieur de la Turquie. L'UE a engagé des négociations d'adhésion avec la Turquie en octobre 2005. Le Partenariat pour l'adhésion adopté en février 2008 donne des orientations sur les priorités en matière de réforme. Le (troisième) Programme national turc a été promulgué le 31 décembre 2008 pour atteindre les objectifs fixés dans le Partenariat pour l'adhésion. Le 15 mars 2010, le Conseil des ministres turc a adopté un plan

⁵ Les vues du secteur privé, y compris celles des ONG, sont habituellement prises en compte tout au long du processus (même si la loi ne l'exige pas).

⁶ L'ancien Centre de promotion des exportations (IGEME) a été intégré dans le Ministère de l'économie.

⁷ Le ministère compétent présente un projet de loi au Conseil des ministres, qui transmet le projet adopté au Parlement pour approbation. Les membres de la Grande assemblée nationale turque peuvent aussi présenter des propositions de loi. Celles-ci sont adressées pour examen aux sous-commissions permanentes de l'Assemblée; si elles sont approuvées, elles sont transmises au Président pour signature. Les lois entrent en vigueur lors de leur publication au Journal officiel. Des mesures de politique peuvent également être prises en Conseil des ministres par voie de décrets, qui doivent être publiés au Journal officiel. Les régimes des importations et des exportations, les mesures de sauvegarde et la surveillance des importations sont tous mis en œuvre par décret.

⁸ Jusqu'à maintenant, l'établissement d'une succursale par une société étrangère était régi par une loi provisoire du 30 décembre 1914, qui exigeait l'autorisation de l'ancien Ministère de l'industrie et du commerce. Cette loi a été abrogée par la Loi n° 6103 de 2011. La nouvelle législation entrera en vigueur le même jour que le nouveau Code du commerce, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 2012.

d'action pour 2010-2011 énonçant la législation à promulguer et les études à mener sur les divers chapitres des négociations d'adhésion.⁹

8. Au niveau national, le Ministère du développement envisage, dans la Stratégie de développement à long terme (2001-2023) qu'il a élaborée, la mise au point d'une structure de production à forte composante technologique, axée sur les exportations, qui mettra l'accent sur les produits et les services à forte valeur ajoutée. Les activités d'exportation, en particulier des petites et moyennes entreprises, seront soutenues entre autres choses grâce à: des crédits, des garanties et des assurances fournis par la Banque de crédit à l'exportation; l'harmonisation de la législation sur les investissements étrangers avec les normes de l'UE; l'allègement des formalités administratives imposées aux exportateurs; et l'amélioration des infrastructures de base.

9. Afin de rehausser l'image des produits turcs dans le monde et d'apporter un soutien stratégique aux entreprises nationales et aux associations d'exportateurs et de producteurs, la Turquie s'est aussi lancée dans une politique de marques. Le pays n'a pas de plan stratégique pour l'exportation pour l'instant. Cependant, un document stratégique de promotion des exportations à long terme (Stratégie d'exportation pour 2023) est en cours d'élaboration.

10. Le neuvième plan de développement de la Turquie (2007-2013) a pour but principal de renforcer la compétitivité, notamment par les moyens suivants: amélioration du cadre des affaires, recul de l'économie informelle, amélioration de la qualité et de l'efficacité des services publics, développement des régions, modernisation des infrastructures d'énergie et de transport. La Turquie examine également diverses mesures destinées à augmenter la productivité en développant les infrastructures d'information et de communication.

3) ACCORDS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX

i) OMC

11. La Turquie est devenue Membre originel de l'OMC le 26 mars 1995, après avoir été partie contractante au GATT depuis 1951. Elle accorde au moins le traitement NPF à tous les autres Membres de l'OMC, à l'exception de l'Arménie.¹⁰ La Turquie n'est signataire d'aucun des accords plurilatéraux issus du Cycle d'Uruguay, mais elle a le statut d'observateur au Comité des marchés publics et au Comité du commerce des aéronefs civils. Elle est aussi partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ITA) puisqu'elle a signé la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information à la Conférence ministérielle de Singapour. La liste des plus récentes notifications présentées par la Turquie à l'OMC figure au tableau II.2.

⁹ Le 19 mars 2001, la Turquie a adopté son premier Programme national de transposition de l'acquis communautaire, qui exposait les procédures à suivre ainsi qu'un programme de mise en œuvre de mesures dans les domaines prioritaires. Le deuxième Programme national a été lancé en 2003, et le troisième en 2008. En outre, la Turquie a annoncé, le 17 avril 2007, l'application d'un Programme d'alignement sur l'acquis communautaire pour 2007-2013.

¹⁰ La Turquie a invoqué l'article XIII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce au moment où les négociations sur l'accession de l'Arménie à l'OMC, en 2002, allaient prendre fin (voir document WT/L/501 du 3 décembre 2002).

Tableau II.2
Exemples de notifications à l'OMC, de janvier 2011 au 8 novembre 2011

Prescription	Objet	Notification la plus récente	Date
GATT de 1994			
Article XXIV:7 a) – (Zones de libre-échange)	Accord commercial régional – Turquie et États de l'AELE	WT/REG86/N/1/Add.7	02.09.11
		WT/REG86/N/1/Add.6	21.07.11
		WT/REG86/N/1/Add.4	04.05.11
	Accord commercial régional – Turquie et Jordanie	WT/REG294/N/1	08.03.11
	Accord commercial régional – Turquie et Chili	WT/REG293/N/1	25.02.11
Antidumping – Mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994			
Article 16.4	Rapport (<i>ad hoc</i>)	G/ADP/N/219/Rev.1	26.10.11
Article 16.4	Rapport (semestriel)	G/ADP/N/216/TUR	12.09.11
Article 16.5	Autorités compétentes	G/ADP/N/14/Add.32	14.10.11
Accord sur les procédures de licences d'importation			
Articles 1.4 a) et 8.2 b)	Modifications apportées aux lois, règlements et procédures	G/LIC/N/1/TUR/9	03.10.11
Article 7.4	Réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation	G/LIC/N/3/TUR/11	03.10.11
Sauvegardes			
Article 12.1 a)	Polyéthylène téréphtalate	G/SG/N/11/TUR/16	24.06.11
Articles 12.1 b) et 12.1 c)		G/SG/N/10/TUR/13	24.06.11
		G/SG/N/8/TUR/13	24.06.11
		G/SG/N/6/TUR/16	28.03.11
Articles 12.1 a), 12.4, et 9, note de bas de page 2	Montures de lunettes (prorogation)	G/SG/N/14/TUR/5	15.04.11
Articles 12.1 b) et 12.1 c)		G/SG/N/11/TUR/14	
		G/SG/N/7/TUR/8	
Articles 12.1 b) et 12.1 c)		G/SG/N/11/TUR/8/Suppl.1	08.11.11
		G/SG/N/10/TUR/8/Suppl.1	
		G/SG/N/8/TUR/8/Suppl.1	
		G/SG/N/14/TUR/6	08.04.11
Articles 12.1 a), 12.4, et 9, note de bas de page 2	Articles de voyage, sacs à main et contenants similaires (prorogation)	G/SG/N/11/TUR/15	
		G/SG/N/7/TUR/9	
		G/SG/N/11/TUR/9/Suppl.1	08.11.11
Articles 12.1 b) et 12.1 c)		G/SG/N/10/TUR/9/Suppl.1	
		G/SG/N/8/TUR/9/Suppl.1	
		G/SG/N/11/TUR/1 et Corr.1	24.06.11
Articles 12.1 a), 12.4 et 9, note de bas de page 2	Fils de coton (prorogation)	G/SG/N/7/TUR/10	
		G/SG/N/6/TUR/14/Suppl.1	
		G/SG/N/11/TUR/1/Suppl.1	08.11.11
Articles 12.1 a), 12.4 et 9, note de bas de page 2	Certains appareils électriques (prorogation)	G/SG/N/7/TUR/11	
		G/SG/N/6/TUR/13/Suppl.1	
		Mesures sanitaires et phytosanitaires	
Article 7, Annexe B	Règlement sur la quarantaine phytosanitaire	G/SPS/N/TUR/23	08.11.11
	Règlement relatif à l'hygiène des aliments pour animaux	G/SPS/N/TUR/22	04.11.11
	Règlement concernant la mise sur le marché et l'utilisation des aliments pour animaux	G/SPS/N/TUR/21	04.11.11
	Règlement portant mise en œuvre des méthodes d'échantillonnage et d'analyse destinées au contrôle officiel des aliments pour animaux	G/SPS/N/TUR/20	04.11.11

Prescription	Objet	Notification la plus récente	Date
	Règlement sur le contrôle des importations de produits alimentaires d'origine végétale et d'aliments pour animaux	G/SPS/N/TUR/19	07.09.11
	Projet de règlement	G/SPS/N/TUR/18	26.07.11
	Projet de règlement	G/SPS/N/TUR/17	25.05.11
	Règlement sur les notifications préalables et les contrôles vétérinaires régissant l'entrée dans le pays d'animaux vivants et de produits d'origine animale	G/SPS/N/TUR/16	16.05.11
	Règlement établissant les prescriptions spécifiques régissant les contrôles officiels des produits alimentaires d'origine animale	G/SPS/N/TUR/15	19.04.11
	Règlement relatif aux contrôles officiels des denrées alimentaires et des aliments pour animaux	G/SPS/N/TUR/14	19.04.11
	Règlement relatif à l'hygiène des aliments	G/SPS/N/TUR/13	19.04.11
	Règlement relatif aux exigences spécifiques en matière d'hygiène applicables aux produits alimentaires d'origine animale	G/SPS/N/TUR/12	19.04.11
Subventions et mesures compensatoires			
Article 25.11	Rapport semestriels	G/SCM/N/228/Add.1	19.10.11
Article 25.12	Autorités compétentes	G/SCM/N/18/Add.32	14.10.11
Obstacles techniques au commerce			
Article 2.9.2	Règlement sur le contrôle des importations de produits alimentaires d'origine végétale et d'aliments pour animaux	G/TBT/N/TUR/6	31.08.11

Source: Documents de l'OMC.

12. La Turquie attache une grande importance à l'aboutissement du Programme de Doha pour le développement (PDD), qui offre la possibilité d'instaurer un système de commerce international plus compétitif et plus équitable. Elle a bon espoir que les négociations aboutiront à un résultat équilibré tenant compte des préoccupations des Membres de l'OMC en matière de développement. Un Comité de coordination OMC-PDD, dirigé par le Ministère de l'économie avec la participation des secteurs public et privé, et d'ONG (ainsi que des milieux universitaires, le cas échéant), a été créé pour assurer le suivi des questions liées au PDD et pour définir la stratégie de la Turquie dans les négociations multilatérales. Le pays tient généralement compte de la position de l'UE dans les négociations dans le cadre du PDD, en particulier en ce qui concerne les produits non agricoles, car ils relèvent intégralement de l'Union douanière entre la Turquie et l'UE.

13. En tant que membre du G-20, pays candidat à l'UE et économie émergente, la Turquie a pris des initiatives majeures afin de soutenir les PMA dans leur lutte contre la pauvreté. Elle a accueilli la Conférence ministérielle des Nations Unies sur les PMA en 2007, ainsi que la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Istanbul en mai 2011.¹¹ La Turquie a aussi placé les questions relatives aux PMA en tête du programme de la communauté internationale. Elle s'est engagée à débloquer 200 millions de dollars EU chaque année à compter de 2012 pour des programmes, des projets et des bourses d'études dans le domaine de la coopération technique. Ses

¹¹ Le Programme d'action d'Istanbul, convenu lors de la conférence de 2011, est un document détaillé visant à éradiquer enfin l'extrême pauvreté et la faim dans les PMA.

investissements dans les PMA se chiffrent à près de 2 milliards de dollars EU à l'heure actuelle, et le gouvernement turc entend les porter à 5 milliards en 2015, puis à 12 milliards en 2020. En tant que donateur pour le Cadre intégré renforcé, la Turquie observe que de nombreux projets de développement ont été mis en œuvre avec succès dans 23 pays partenaires par l'entremise des bureaux de coordination des programmes de l'Agence turque de développement international (TIKA).¹²

14. À ce jour, la Turquie a été impliquée dans plusieurs affaires traitées dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC – en tant que plaignante dans deux affaires, et que défenderesse dans huit affaires (tableau II.3). Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, elle n'a pris part à aucune nouvelle affaire, que ce soit comme plaignante ou comme défenderesse. Cependant, elle a réservé ses droits de tierce partie dans plusieurs différends concernant d'autres Membres de l'OMC.¹³

Tableau II.3

Participation de la Turquie à des procédures de règlement des différends, en tant que défenderesse ou plaignante, dans le cadre de l'OMC, 1995-2011

Objet	Plaignant/défendeur	Mesures	Résultat
Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	Hong Kong, Chine/Turquie	Demande de consultations le 12 février 1996, au titre des articles XI, XIII et XXIV du GATT ainsi que de l'article 2 de l'ATV de l'OMC (WT/DS29/1).	Consultations en attente
Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	Inde/Turquie	Demande de consultations le 21 mars 1996 au titre des articles XI, XIII et XXIV du GATT ainsi que de l'article 2 de l'ATV de l'OMC (WT/DS34/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 2 février 1998 (WT/DS34/2). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 13 mars 1998 (WT/DSB/M/43). Adoption du rapport du groupe spécial le 19 novembre 1999 (WT/DS34/11). Adoption du rapport de l'Organe d'appel le 19 novembre 1999 (WT/DS34/11).	Notification d'une solution mutuellement acceptable le 6 juillet 2001 (WT/DS34/4)
Taxation des recettes provenant des films étrangers	États-Unis/Turquie	Demande de consultations le 12 juin 1996, au titre de l'article III du GATT (WT/DS43/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 10 janvier 1997 (WT/DS43/2). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 25 février 1997 (WT/DS/M/29).	Notification d'une solution mutuellement acceptable le 24 juillet 1997 (WT/DS43/3)
Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	Thaïlande/Turquie	Demande de consultations le 20 juin 1996, au titre des articles I ^{er} , II, XI, XIII et XXIV du GATT ainsi que de l'article 2 de l'ATV de l'OMC (WT/DS47/1).	Consultations en attente

¹² La TIKA participe à des projets d'aide au développement dans plus de 100 pays.

¹³ Outre les neuf différends énumérés dans OMC (2007), la Turquie a demandé à participer, en tant que tierce partie, aux affaires suivantes: i) Chine – Mesures affectant la protection des droits de propriété intellectuelle et les moyens de les faire respecter (DS362); ii) Colombie – Prix indicatifs et restrictions relatives aux bureaux d'entrée (DS366); iii) UE – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information (DS375, DS376, DS377); iv) États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine (DS379); v) États-Unis – Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (DS381); vi) Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine (DS392); vii) Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières (DS394, DS395; DS398); viii) UE – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine (DS397); ix) États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine (DS399); x) UE – Mesures antidumping visant certaines chaussures en provenance de Chine (DS405); xi) États-Unis – mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle (DS406); et xii) République dominicaine – Mesures de sauvegarde visant les importations de sacs en polypropylène et de tissu tubulaire (DS415, DS416, DS417, DS418).

Objet	Plaignant/défendeur	Mesures	Résultat
Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et en acier	Brésil/Turquie	Demande de consultations le 9 octobre 2000, au titre de l'article XXIII du GATT et de l'article 17 de l'Accord antidumping (WT/DS208/1).	Consultations en attente
Certaines procédures d'importation visant les fruits frais	Équateur/Turquie	Demande de consultations le 31 août 2001 au titre de l'article XXII du GATT, de l'article 11 de l'Accord SPS, de l'article 6 de l'Accord sur les licences d'importation, de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article XXII de l'AGCS (WT/DS237/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 13 juin 2002 (WT/DS237/3). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 29 juillet 2002 (WT/DSB/M/130).	Notification d'une solution mutuellement acceptable le 29 novembre 2002 (WT/DS237/4)
Interdiction à l'importation d'aliments pour animaux domestiques en provenance de Hongrie	Hongrie/Turquie	Demande de consultations le 3 mai 2002 au titre de l'article XXIII du GATT, de l'article 2 de l'Accord SPS et de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture (WT/DS256/1).	Consultations en attente
Mesures affectant l'importation de riz	États-Unis/Turquie	Demande de consultations le 2 novembre 2005, au titre des articles III et XI:1 du GATT, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture (WT/DS334/1) et de divers articles de l'Accord sur les licences d'importation (WT/DS334/). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 6 février 2006 (WT/DS334/4). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 17 mars 2006 (WT/DS334/5/Rev.1).	Distribution aux parties du rapport du Groupe spécial le 8 juin 2007 et à tous les Membres en septembre 2007
Mesures antidumping définitives sur les barres d'armature en acier en provenance de Turquie	Turquie/Égypte	Demande de consultations le 6 novembre 2000 au titre de l'article XXIII du GATT et de l'article 17.3 de l'Accord antidumping (WT/DS211/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 3 mai 2001 (WT/DS211/2) et le 11 mai 2001 (WT/DS211/2/Corr.1). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 20 juin 2001 (WT/DSB/M/106). Adoption du rapport du Groupe spécial le 1 ^{er} octobre 2002 (WT/DS211/5).	Notification par les parties, lors d'une réunion du 29 août 2003, que l'affaire ne serait plus portée devant l'ORD. L'Égypte a abrogé la mesure le 3 août 2004
Mesures antidumping définitives applicables au tissu pour couvertures en provenance de Turquie	Turquie/Afrique du Sud	Demande de consultations le 9 avril 2003 au titre de l'article XXIII du GATT et de l'article 17 de l'Accord antidumping (WT/DS288/1).	Le Groupe spécial n'a pas été établi, la plainte n'a pas été retirée. Aucune solution mutuellement acceptable n'a été notifiée.

Source: Secrétariat de l'OMC.

ii) Accords régionaux

a) Union douanière avec l'Union européenne

15. La Turquie a signé un accord d'association pour promouvoir les relations économiques et commerciales avec l'UE en 1963. Le calendrier de la formation d'une union douanière a été défini dans un protocole additionnel, en 1973. L'UE avait unilatéralement supprimé tous les droits de douane et les mesures équivalentes visant les produits indiqués lorsque les dispositions relatives au commerce de l'accord intérimaire du Protocole sont entrées en vigueur en septembre 1971, tandis que la Turquie a bénéficié d'une période de transition de 22 ans.

16. L'union douanière entre la Turquie et l'UE est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996, conformément à la Décision n° 1/95 du Conseil d'association UE-Turquie.¹⁴ Elle instaure un tarif extérieur commun pour les produits visés et prévoit que la Turquie alignera sa législation

¹⁴ Le Conseil d'association est le principal organe décisionnel de l'association.

commerciale sur l'acquis communautaire dans plusieurs domaines essentiels pour l'accès aux marchés, par exemple en ce qui concerne les normes de produits.¹⁵ L'union douanière couvre tous les produits industriels, ainsi que les composantes industrielles des produits agricoles transformés, les ADPIC et la politique de la concurrence, mais elle ne concerne pas les produits agricoles de base, les services ou les marchés publics.¹⁶ Contrairement aux membres de l'Espace économique européen, la Turquie peut faire l'objet de mesures antidumping et de mesures compensatoires prises par l'UE. Le commerce des produits agricoles est réglementé conformément à la Décision n° 1/98 du Conseil d'association, modifiée par la Décision n° 2/2006 pour tenir compte de l'élargissement de l'UE de 2004.¹⁷ Depuis 1996, il existe une zone de libre-échange entre la Turquie et l'UE pour les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

17. La Turquie s'est vu accorder le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE lors du Conseil européen d'Helsinki, en 1999. Sous réserve que soient remplies certaines conditions, les États membres de l'UE ont approuvé "l'élargissement et l'approfondissement" de l'Union douanière et l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie lors du Conseil européen de Copenhague, en décembre 2002. Ces négociations ont commencé le 3 octobre 2005. En septembre 2011, 13 chapitres de négociations avaient été ouverts, dont un était provisoirement conclu.¹⁸

b) Accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE)

18. L'accord de libre-échange (ALE) entre la Turquie et l'AELE est fondé sur un modèle asymétrique similaire à l'union douanière entre la Turquie et l'UE. Cet accord porte sur les produits industriels (des chapitres 25 à 97 du SH), les poissons et produits de la mer, les produits agricoles transformés¹⁹, la propriété intellectuelle, les règles de la concurrence, les aides publiques et les mesures antidumping.²⁰ Il est entré en vigueur le 1^{er} avril 1992, date à compter de laquelle les États membres de l'AELE ont supprimé tous les droits de douane et impositions d'effet équivalent sur les importations de produits non agricoles en provenance de Turquie, à l'exception des textiles et vêtements, pour lesquels ils ont éliminé les droits d'importation le 1^{er} janvier 1996.²¹ La Turquie a accordé aux importations de produits non agricoles en provenance de l'AELE le même régime tarifaire que celui appliqué aux importations de l'UE depuis le 1^{er} janvier 1993, et elle accorde la franchise de droits pour les poissons et les produits de la mer. Le commerce des produits agricoles transformés relève du même régime que celui appliqué aux échanges entre la Turquie et l'UE.

19. La Turquie et les États membres de l'AELE contrôlent le fonctionnement et la mise en œuvre de l'accord dans le cadre d'un comité mixte. À la neuvième réunion de ce comité, tenue les 2 et 3 décembre 2009, un protocole a été ajouté à la reconnaissance mutuelle de l'évaluation de la

¹⁵ Jusqu'au 1^{er} janvier 2001, la Turquie était autorisée à maintenir des taux de droits d'importation supérieurs au tarif extérieur commun pour certains produits "sensibles", soit, à l'origine, 290 produits au niveau des positions à 12 chiffres du SH.

¹⁶ Des négociations concernant les services et les marchés publics ont été engagées en 2000, mais elles s'inscrivent maintenant dans le cadre du processus d'adhésion de la Turquie.

¹⁷ La libre circulation des produits agricoles est un objectif commun convenu, mais aucun calendrier ferme n'a été établi pour l'intégration de l'agriculture dans l'union douanière.

¹⁸ UE (2011).

¹⁹ Sauf pour les produits tels que le mannitol, le sorbitol, la caséine, l'ovalbumine, la lactalbumine et la dextrine.

²⁰ En ce qui concerne les produits agricoles, la Turquie a conclu des accords bilatéraux avec les divers pays de l'AELE.

²¹ L'AELE se compose des pays suivants: Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein. S'agissant de l'Islande, l'ALE avec la Turquie est entré en vigueur en septembre 1992.

conformité des produits. Il a aussi été convenu d'examiner la possibilité d'élargir la portée de l'accord de libre-échange afin d'englober le commerce des services.

c) Partenariat euroméditerranéen

20. En novembre 1995, la Conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères a marqué le début du Partenariat euroméditerranéen, un cadre qui devait reposer sur trois piliers (coopération politique et en matière de sécurité, partenariat économique et financier, et programme dans le domaine social, culturel et humain). Dans le contexte de ce partenariat et dans le cadre de la création d'une zone euroméditerranéenne de libre-échange, la Turquie a conclu des accords bilatéraux de libre-échange avec l'Égypte, Israël, le Maroc, la Tunisie, l'Autorité palestinienne, la Jordanie, la Syrie et le Liban (section iii) ci-après).²²

d) Organisation de coopération économique

21. Avec l'Iran et le Pakistan, la Turquie a formé l'Organisation de coopération économique (OCE) en 1985. L'OCE a été élargie pour englober l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan en 1992. L'objectif déclaré de l'OCE est de favoriser un développement socio-économique durable, et des projets de coopération ont été lancés dans des domaines prioritaires tels que l'énergie, le commerce, le transport, l'agriculture et la lutte contre la toxicomanie.

22. Les membres de l'OCE ont signé un accord-cadre en mars 2000 afin de développer leurs relations commerciales. L'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, le Tadjikistan et la Turquie ont conclu l'Accord commercial OCE (ECOTA) en juillet 2003. L'ECOTA comporte des dispositions contraignantes concernant, entre autres choses, les monopoles d'État, les aides publiques, la protection des droits de propriété intellectuelle, le dumping et les mesures antidumping et l'élimination des restrictions quantitatives du commerce. Les droits de douane doivent être abaissés d'au moins 10% pour atteindre un maximum de 15% dans les huit ans suivant l'entrée en vigueur de l'ECOTA. Une fois le processus de ratification achevé par l'Iran, l'ECOTA est entré en vigueur le 24 avril 2008. Il devrait être totalement effectif après l'échange des listes.

e) Groupe de huit pays en développement (D-8)

23. Le D-8 est une organisation de coopération pour le développement qui regroupe le Bangladesh, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Nigéria, le Pakistan et la Turquie. La création du D-8 a été annoncée dans la Déclaration du sommet de chefs d'État et de gouvernement d'Istanbul du 15 juin 1997. Le but de l'Organisation pour la coopération économique constituée par le D-8 est d'améliorer la place de ses États membres dans l'économie mondiale, de diversifier leurs relations commerciales et de créer de nouvelles possibilités à cet égard, de renforcer leur participation aux processus décisionnels dans la sphère internationale et d'améliorer le niveau de vie de leur population.

24. En 2006, les membres du D-8 ont signé un accord commercial préférentiel (ACPr) pour faciliter l'intégration économique et commerciale. Cet accord vise à promouvoir et à développer le commerce grâce à des réductions tarifaires et à l'élimination des obstacles non tarifaires (ONT). Les réductions tarifaires et les clauses relatives aux ONT doivent s'appliquer à des marchandises

²² Le Partenariat euroméditerranéen comprend les 27 membres actuels de l'UE ainsi que l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. La Libye a le statut d'observateur depuis 1999. Le but original était d'instaurer la zone euroméditerranéenne de libre-échange en 2010.

représentant 8% des lignes tarifaires du SH visées par des taux supérieurs à 10% pour chacune des parties à l'accord. Les droits supérieurs à 25% seront abaissés à 25%; les droits inférieurs à 25% mais supérieurs à 15% seront ramenés à 15%, et un droit de 10% s'appliquera pour les droits compris entre 10% et 15%. Les PMA réduiront leurs droits de douane en huit tranches annuelles, et les autres pays en quatre tranches. L'ACPr a pris effet le 25 août 2011 entre la Turquie, la Malaisie, l'Iran et le Nigéria le 25 août 2011, au terme de leur processus de ratification interne. L'ACPr du D-8 devrait devenir totalement effectif lorsqu'il aura été procédé à l'échange des listes de concessions tarifaires.

f) Organisation de la coopération islamique (OCI)

25. L'Organisation de la coopération islamique (OCI), anciennement Organisation de la Conférence islamique, est une organisation intergouvernementale composée de 57 États membres répartis sur quatre continents.²³ L'OCI vise à renforcer la coopération économique et commerciale entre pays islamiques et à renforcer l'intégration économique afin d'établir un marché commun islamique. Dans un premier temps, l'Accord-cadre sur le système de préférences commerciales entre les États membres de l'OCI (SPC/OCI) est entré en vigueur en 2002. Cet accord énonce les règles et les principes généraux régissant les négociations sur l'établissement du SPC/OCI. Les négociations sur les modalités des réductions tarifaires et le calendrier ont été achevées, puis le Protocole sur le système de tarif préférentiel pour le SPC/OCI (PRETAS) a été adopté en 2005 et est entré en vigueur en février 2010. Les engagements de réduction des droits pris dans le cadre du PRETAS s'appliqueront à 7% des lignes tarifaires du SH visées par des taux de droits supérieurs à 10% pour chacune des parties à l'accord. Les droits supérieurs à 25% seront abaissés à 25%, et des droits de 15% et 10% s'appliqueront respectivement pour droits qui étaient précédemment compris entre 15% et 25%, et entre 10% et 15%. Le PRETAS porte également sur les obstacles non tarifaires, les mesures antidumping et les mesures de sauvegarde, et les autres questions relatives au commerce. Les négociations sur les règles d'origine ont été achevées en 2007. Les règles sont entrées en vigueur le 9 août 2011. Toutefois, pour que le SPC/OCI devienne pleinement effectif, il faut que dix membres de l'OCI au moins signent et ratifient les trois instruments juridiques de l'accord et présentent leurs listes de concessions tarifaires. Jusqu'ici, seuls cinq membres (dont la Turquie) ont mené ce processus à terme.

g) Coopération économique de la mer Noire (CEMN)

26. La déclaration au titre de la CEMN, signée le 25 juin 1992 par l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, Moldova, la Roumanie, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Ukraine, visait à améliorer et à diversifier les relations économiques et commerciales de ses parties. La CEMN prévoit une coopération dans divers domaines, y compris la banque et la finance, ainsi que l'échange de données économiques et statistiques sur l'énergie, le transport, les télécommunications, le commerce et l'industrie, l'agriculture et l'agro-industrie, la protection de l'environnement, le tourisme, la science et la technologie. La Banque de commerce et de développement de la mer Noire a débuté ses activités en 1999. Malgré l'adoption d'une déclaration d'intention de constituer une zone de libre-échange au titre de la CEMN en 1997, la CEMN n'a pas fourni de cadre pour l'échange de concessions tarifaires préférentielles. Comme cela est indiqué dans la déclaration, il faudra tenir compte, lors de la mise en place progressive de cette zone, des liens existants et futurs entre chaque membre et l'UE.

²³ Il a été décidé de créer cette organisation lors d'un sommet tenu à Rabat le 25 septembre 1969.

iii) Accords bilatéraux de libre-échange

27. Les accords de libre-échange et les accords d'association conclus par la Turquie comportent un modèle standard basé sur les préférences que chaque partie a échangées avec l'UE. Le commerce des produits industriels est totalement libéralisé à la fin d'une période de transition, tandis que des concessions mutuelles sont échangées en ce qui concerne certains produits agricoles et certains produits agricoles transformés. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, la Turquie a mis un point final à ses négociations avec le Monténégro, la Serbie, la Géorgie, le Chili, la Jordanie, le Liban et Maurice. À l'heure actuelle, la Turquie a conclu 16 ALE qui sont en vigueur.²⁴ Les accords conclus et les anciens accords maintenus en vigueur sont détaillés au tableau II.4.²⁵

Tableau II.4
Accords commerciaux bilatéraux, 2011

Pays	Date de l'accord	Entrée en vigueur	Principales importations et exportations turques visées par l'accord
AELE	10.12.1991	01.04.1992	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 1999
Israël	14.03.1996	01.05.1997	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète le 1 ^{er} janvier 2000
Macédoine (ex-République yougoslave de)	07.09.1999	01.09.2000	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2008
Croatie	13.03.2002	01.07.2003	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2007
Bosnie-Herzégovine	03.07.2002	01.07.2003	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2007
Autorité palestinienne	20.07.2004	01.06.2005	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} juin 2015
Tunisie	25.11.2004	01.07.2005	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} juillet 2014
Maroc	07.04.2004	01.01.2006	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2015
Syrie	22.12.2004	01.01.2007	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2019
Égypte	27.12.2005	01.03.2007	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2020
Albanie	22.12.2006	01.05.2008	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2013
Monténégro	26.11.2008	01.03.2010	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2015
Serbie	01.06.2009	01.09.2010	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2015
Géorgie	21.11.2007	01.11.2008	Élimination complète des droits sur les produits industriels pour le 1 ^{er} novembre 2008
Chili	14.07.2009	01.03.2011	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2015
Jordanie	01.12.2009	01.03.2011	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination pour le 1 ^{er} janvier 2018

²⁴ Le processus de ratification concernant les ALE avec le Liban et Maurice a débuté; ces accords devraient entrer en vigueur en 2012.

²⁵ Les accords de libre-échange conclus par la Turquie avec la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la République slovaque et la Slovénie ont expiré dans le contexte de l'élargissement de l'UE.

Pays	Date de l'accord	Entrée en vigueur	Principales importations et exportations turques visées par l'accord
Liban ^a	24.10.2010	..	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination pour le 1 ^{er} janvier 2020
Maurice ^b	09.09.2011	..	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination pour le 1 ^{er} janvier 2022

.. Non disponible.

a L'ALE entre la Turquie et le Liban a été signé le 24 novembre 2010 et entrera en vigueur au terme du processus de ratification interne des deux pays.

b L'ALE entre la Turquie et Maurice a été signé le 9 septembre 2011 et entrera en vigueur au terme du processus de ratification interne des deux pays.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

28. La Turquie mène actuellement des négociations avec les îles Féroé, le Conseil de coopération du Golfe, le MERCOSUR, l'Ukraine, Moldova, la Colombie, l'Équateur, la Libye, les Seychelles, la Corée, le Cameroun, la République démocratique du Congo et la Malaisie. Elle a engagé des négociations avec le Mexique; l'Union douanière d'Afrique australe (SACU); l'Algérie; les pays de l'ASEAN; l'Indonésie; l'Inde; les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP); le Canada; le Pérou; et l'Amérique centrale. En outre, des discussions exploratoires ont été tenues avec le secrétariat de la CARICOM en 2009. À ce jour, le Mexique, la SACU et l'Algérie n'ont pas répondu à l'invitation de la Turquie d'engager des négociations sur un ALE.

iv) Autres accords commerciaux préférentiels

29. Conformément à l'article 16 de la Décision n° 1/95 du Conseil d'association Turquie-UE, la Turquie a entrepris d'aligner son Système généralisé de préférences (SGP) sur celui de l'UE. Des préférences sont accordées pour certains produits non agricoles, y compris les matières premières et les produits semi-finis, en fonction de leur niveau de "sensibilité". Les droits visant les produits non sensibles sont totalement supprimés, tandis que ceux visant les produits plus sensibles sont réduits.²⁶ Les droits appliqués aux pays les moins avancés sont éliminés, conformément à l'initiative de l'UE intitulée "Tout sauf les armes", et la Turquie accorde des préférences additionnelles à des pays donnés dans le cadre des incitations spéciales au développement durable et à la bonne gouvernance. Les bénéficiaires du schéma SGP turc sont indiqués chaque année dans les annexes de son régime d'importation.²⁷ En 2010, le schéma SGP de la Turquie reflétait celui de l'UE en termes de produits et de zones géographiques (à l'exception de l'Arménie) visés et de taux de réduction des droits. La Turquie n'a pas encore adopté les modifications apportées au schéma SGP de l'UE, notamment en ce qui concerne les règles d'origine, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

²⁶ La préférence consiste généralement en une réduction du taux de droit NPF de 3,5 points de pourcentage, sauf lorsque le schéma SGP de l'UE autorise des réductions préférentielles plus importantes (dans ce cas, des réductions plus importantes sont appliquées), et pour les chapitres 50 à 63 du SH, pour lesquels les réductions atteignent 20% du taux de droit NPF.

²⁷ L'Iraq a été récemment ajouté à la liste de bénéficiaires établie par la Turquie.

30. Les exportations turques bénéficient d'un traitement préférentiel au titre des schémas SGP du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Japon et de la Nouvelle-Zélande. Les importations turques à destination de la Fédération de Russie font l'objet d'une réduction tarifaire de 25% par rapport au taux général, sauf les produits inscrits sur une liste négative.²⁸ Les États-Unis appliquent le traitement SGP à 3 400 produits d'origine turque au niveau des positions à huit chiffres du SH. La Turquie a exporté 734 produits (au niveau des positions à huit chiffres du SH) à destination des États-Unis au titre de leur programme SGP en 2010.²⁹

4) RÉGIME DES INVESTISSEMENTS

31. La Turquie a promulgué le Décret sur l'amélioration des conditions d'investissement en Turquie le 11 décembre 2001 dans le cadre d'une stratégie nationale visant à accroître les investissements nationaux et étrangers. Ce décret a institué le Conseil de coordination pour l'amélioration des conditions d'investissement et des sous-comités techniques chargés de recenser et de supprimer les obstacles à l'investissement privé qui subsistent. La législation destinée à assurer l'enregistrement des investissements en une journée et à réduire le nombre de documents requis a été approuvée par le Parlement le 11 juin 2003 et publiée au Journal officiel le 17 juin 2003. Les autres mesures visant à améliorer le climat des affaires et de l'investissement incluent l'adoption de la Loi n° 4875 de 2003 sur l'investissement étranger direct et l'établissement de l'Agence turque de soutien et de promotion des investissements en 2006.

32. La Turquie est membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements depuis 1987. Elle a adhéré à la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et à la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international en 1991. La Loi n° 4686 sur l'arbitrage international, promulguée en juillet 2001, prévoit le recours à l'arbitrage international pour résoudre les litiges liés aux contrats de concession de service public quand une entité étrangère est impliquée. La Turquie a signé 82 accords bilatéraux relatifs à la promotion et à la protection des investissements étrangers directs, dont 73 sont en vigueur.

33. Les principaux éléments de la Loi de 2003 sur l'investissement étranger direct incluaient la liberté d'investissement, la réaffirmation dans un seul document des droits actuellement garantis aux investisseurs étrangers, l'adoption des normes internationales pour la définition de "l'investisseur étranger" et de "l'investissement étranger direct", et la réorientation de la politique en la matière, avec l'abandon du contrôle *ex ante* au profit de la promotion et du soutien des investissements s'accompagnant d'un minimum de contrôle *a posteriori*.³⁰ La loi garantit le traitement national et les droits des investisseurs.

²⁸ Du fait de l'union douanière établie avec la Fédération de Russie, le Kazakhstan et le Bélarus suivent aussi une approche commune en ce qui concerne le schéma SGP.

²⁹ À l'instar de tous les autres exportateurs admissibles au bénéfice du traitement SGP aux États-Unis, la Turquie est assujettie à des dispositions telles que les "limites fixées pour des raisons de concurrence" et la "dérogation *de minimis*". Les exportations turques à destination des États-Unis au titre du SGP s'élevaient à 644,5 millions de dollars EU en 2009, et à 793 millions de dollars EU en 2010.

³⁰ La loi a aboli tous les anciennes procédures de sélection et d'agrément, ainsi que les prescriptions en matière de transfert des titres. La définition de l'investisseur étranger a été élargie pour inclure les Turcs vivant à l'étranger ainsi que les organisations internationales.

34. Toutes les sociétés établies conformément au Code du commerce turc sont considérées comme des sociétés turques et dotées des mêmes droits et responsabilités que ceux énoncés dans la Constitution et dans d'autres lois. Les droits incluent le traitement national, la garantie de ne pas être exproprié sans dédommagement, les transferts des produits des ventes, le droit d'expatrier du personnel et l'accès à un arbitrage international ou à toute autre voie de règlement d'un différend.

35. Une société dans laquelle la participation étrangère est de 100% peut exercer des activités dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie turque. Les restrictions qui subsistent vis-à-vis de la participation étrangère au capital sont définies dans législation qui réglemente des activités particulières (tableau II.5). Dans le cadre de la libéralisation qui a eu lieu récemment dans le domaine de la radiodiffusion, la limitation de la participation étrangère au capital d'un fournisseur de services de médias a été portée de 25% à 50% en mars 2011. D'autres restrictions sont restées identiques depuis le dernier examen de la politique commerciale de la Turquie. Ainsi, la participation étrangère au capital ne peut pas excéder 49% dans les services aériens et maritimes fournis dans le cadre d'accords de concession, et les étrangers ne peuvent pas obtenir de licence de pêche en Turquie. Une autorisation spéciale, accordée en vertu de lois spécifiques, est exigée pour la fourniture de services comptables, d'audit et de tenue de livres; pour l'établissement de bureaux privés de placement; et pour les investissements dans le secteur financier, le secteur pétrolier, les industries extractives, le secteur de l'électricité et les services d'éducation. L'acquisition de biens immobiliers par des étrangers demeure restreinte ou fait l'objet de dispositions relatives à la réciprocité. Conformément à la Loi n° 2644 sur le cadastre, les étrangers qui souhaitent acquérir des parcelles de 2,5 à 30 hectares doivent obtenir une autorisation du Conseil des ministres. Ils ne peuvent pas acheter des terrains de plus de 30 hectares.³¹

³¹ Au début de 2008, la Cour constitutionnelle a suspendu les dispositions de la Loi sur l'investissement étranger direct et de la Loi sur les titres de propriété qui autorisaient l'achat de terres par des particuliers étrangers, des sociétés commerciales étrangères (c'est-à-dire des sociétés établies à l'étranger en vertu de lois étrangères) ou des sociétés à capitaux étrangers (c'est-à-dire des sociétés établies en Turquie). Par la suite, le gouvernement turc a adopté une nouvelle législation pour permettre aux étrangers d'acquérir des terres. Aux termes de cette législation, les personnes physiques étrangères peuvent acquérir des biens immobiliers aux fins de résidence et d'activités commerciales, sous réserve de la réciprocité et du respect des restrictions juridiques. Les propriétés doivent être séparées et enregistrées (pour les activités commerciales ou la résidence) dans des plans de développement mis en œuvre ou localisés. La superficie totale acquise par des particuliers étrangers ne peut pas excéder 10% des terres incluses dans des plans de développement mis en œuvre ou localisés, ou 2,5 hectares pour chaque propriété. La difficulté d'obtenir des renseignements sur l'accès des étrangers à la propriété foncière peut entraîner des problèmes et des difficultés juridiques pour les particuliers qui souhaitent investir dans l'achat de terres en Turquie. Conformément à l'article 36 de la Loi sur le cadastre, les sociétés à capitaux étrangers établies en Turquie et inscrites dans les registres commerciaux turcs sont juridiquement considérées comme des sociétés turques, quelle que soit la nationalité de leurs actionnaires. Ces sociétés peuvent donc acquérir des biens immobiliers pour exercer les activités commerciales énumérées dans leurs statuts, sauf dans les zones militaires (zones militaires interdites, zones militaires de sécurité et zones stratégiques), pour lesquelles l'autorisation des autorités militaires turques est exigée, ou dans les zones de sécurité spéciales (sous réserve de l'autorisation du gouvernorat provincial).

Tableau II.5
Restrictions relatives à l'investissement étranger direct, 2011

Secteurs	Fondement juridique	Restriction
Radiodiffusion	Loi n° 6112 du 15 février 2011 sur l'établissement des entreprises de radio et de télévision et leurs services des relations avec les médias	La proportion totale de capitaux étrangers directs dans un fournisseur de services de médias ne peut pas excéder 50% du capital versé.
Aviation	Loi n° 2920 sur l'aviation civile SHY-6A (Règlement sur les activités de transport aérien commercial) SHY-22 (Règlement sur les activités aéroportuaires au sol)	Participation étrangère limitée à 49%. Les licences d'exploitation de compagnies aériennes sont réservées aux entreprises de droit turc, contrôlées par des citoyens turcs et dont la majorité des actions avec droit de vote appartient à des citoyens turcs. Les compagnies aériennes à capital majoritairement contrôlé par des étrangers n'ont pas le droit de transporter des passagers entre deux aéroports nationaux. Pour obtenir des licences de services d'escale (licences des groupes A et C), l'administration et la représentation autorisées de l'entreprise doivent être majoritairement turques. Les statuts de l'entreprise doivent garantir que les voix des actionnaires majoritaires reviennent à des citoyens turcs.
Transport maritime	Loi n° 815 sur le cabotage, Code du commerce n° 6762 (à remplacer par le Code du commerce n° 6102 le 1 ^{er} juillet 2012)	Participation étrangère limitée à 49%. Le cabotage est réservé aux transporteurs battant pavillon turc. L'immatriculation des navires marchands est réservée aux entreprises de droit turc, contrôlées par des citoyens turcs et dont la majorité des actions avec droit de vote appartient à des citoyens turcs.
Services portuaires	Loi n° 815 sur le cabotage, Code du commerce n° 6762 (à remplacer par le Code du commerce n° 6102 le 1 ^{er} juillet 2012), Loi n° 4046 sur la privatisation et Loi n° 5189 du 16 juin 2004	Les services portuaires sont assurés dans le cadre d'accords de concession.
Pêche	Loi n° 1380 sur les pêches, Arrêté n° 6710 sur les produits de la pêche, Code du commerce n° 6762	Les étrangers ne peuvent obtenir de licences de pêche. Les bateaux de pêche qui appartiennent à des étrangers ne peuvent être immatriculés en Turquie en tant que bateaux de pêche que s'ils appartiennent à des citoyens turcs ou à des sociétés dont la majorité des actions avec droit de vote appartient à des citoyens turcs.
Services comptables, d'audit et de tenue de livres	Loi n° 3568 de 1989 sur les services de comptabilité, de conseils financiers et de conseils financiers certifiés	Autorisation spéciale requise. Des conseillers financiers étrangers ressortissants de pays où les principes de la profession de conseil financier sont codifiés officiellement peuvent, sous réserve de réciprocité, être agréés par décision du Premier Ministre sur proposition du Ministère des finances, à condition d'avoir les qualifications requises pour les conseillers financiers turcs et d'avoir le droit d'offrir des services similaires dans leur propre pays.
Secteur financier	Loi n° 5411 sur les banques, Loi n° 5464 sur les cartes bancaires et les cartes de crédit, Décret-loi n° 90 sur les activités de prêt, Loi n° 2499 sur le marché des capitaux, modifiée par les Lois n° 3794 et 4487 et par les Communiqués correspondants; Loi n° 3226 sur le crédit-bail; Loi n° 5684 sur l'assurance	Autorisation spéciale requise. L'autorisation d'établir une banque, qui doit prendre la forme d'une société anonyme, ou d'ouvrir en Turquie la première succursale d'une banque étrangère, est donnée par une décision du Conseil de réglementation et de contrôle des banques. Seules les institutions d'intermédiation (dont les banques) établies en Turquie et agréées par le Conseil du marché des capitaux peuvent exercer des activités liées aux valeurs mobilières; toutefois, les banques ne peuvent opérer sur la Bourse d'Istanbul. Seuls les banques agréées, les compagnies d'assurance et les intermédiaires en valeurs mobilières non bancaires sont habilités à créer des fonds communs de placement; seules les caisses de retraite privées établies en Turquie sont habilitées à créer des fonds de pension. Les membres du conseil d'administration d'une société d'investissement doivent être en majorité turcs. Les services de gestion de portefeuille et de conseils en placement peuvent être assurés par des intermédiaires en valeurs mobilières non bancaires, par des banques qui n'acceptent pas de dépôts et par des sociétés de gestion de patrimoine établies en Turquie.

Secteurs	Fondement juridique	Restriction
		<p>Une compagnie d'assurance ou de réassurance qui souhaite exercer des activités en Turquie doit être établie sous la forme d'une société anonyme ou d'une coopérative. Les compagnies d'assurance et de réassurance à capitaux étrangers peuvent aussi opérer en Turquie en ouvrant des succursales, à condition qu'elles n'aient pas subi d'interdiction dans leur pays d'origine. Après établissement, les compagnies d'assurance et de réassurance doivent être agréées par le Sous-secrétariat au Trésor; un agrément séparé est donné pour chaque succursale. Sauf exception spécifiée, la fourniture transfrontières de services d'assurance est interdite.</p> <p>La présence commerciale étrangère ou celle de personnes physiques étrangères dans les services auxiliaires à l'assurance ne sont autorisées que pour l'offre de services de conseil et de gestion des risques.</p>
Pétrole	Loi n° 6326 sur le pétrole et Loi n° 5015 sur le marché du pétrole	<p>Autorisation spéciale requise. Les entreprises étrangères peuvent investir sans restriction dans la commercialisation et la vente de produits pétroliers. Elles peuvent investir dans des activités en amont, y compris la prospection et l'exploitation, qui peuvent être exercées avec une licence octroyée par la Direction générale des affaires pétrolières, à condition de ne pas être contrôlées ou détenues par un État étranger (le Conseil des ministres peut lever cette restriction). Les activités en rapport avec le pétrole peuvent être effectuées par l'intermédiaire de sociétés anonymes de droit turc ou de filiales locales de sociétés anonymes de droit étranger. Les activités sur le marché en aval, y compris le raffinage, le transport par conduites et le stockage, peuvent être exercées avec une licence délivrée par l'Autorité de réglementation du marché de l'énergie.</p>
Industries extractives	Loi n° 3213 sur les industries extractives	<p>Les étrangers peuvent investir dans le sous-secteur des industries extractives uniquement par l'intermédiaire de succursales locales (chapitre II 4)). Cependant, la prospection et l'exploitation du bore sont réservées à l'État. Le secteur public peut prospecter et exploiter l'uranium et le thorium mais pas les vendre. La vente de ces minéraux radioactifs peut toutefois être autorisée par le Cabinet.</p>
Transactions immobilières	Loi n° 2644 sur le cadastre	<p>Les sociétés commerciales étrangères (sociétés commerciales établies dans des pays étrangers selon leur droit) et les personnes physiques étrangères peuvent acquérir des terres en Turquie. Dans le cas de ces dernières, le "principe de réciprocité" s'applique. L'acquisition de biens immobiliers par des sociétés commerciales étrangères en Turquie est subordonnée aux dispositions de lois spéciales.</p> <p>Les personnes physiques étrangères peuvent acquérir des biens immobiliers en Turquie, sous réserve de certaines restrictions juridiques. L'acquisition de biens de cette nature devrait être destinée à la résidence ou à l'exercice d'activités commerciales, et ces biens devraient être séparés et enregistrés dans les plans de développement mis en œuvre ou localisés à ces fins.</p>
Électricité	Loi n° 4628 sur le marché de l'électricité	<p>La part de marché totale détenue par une personne physique ou une entité privée, soit directement, soit par le contrôle des entreprises de production, ne peut pas excéder 20% de la capacité installée totale. Ce seuil est ramené à 10% pour la vente d'électricité en gros aux mêmes conditions. Dans le contexte des activités de privatisation, les personnes physiques et les personnes morales ne peuvent pas détenir une part de marché leur permettant d'exercer un pouvoir de contrôle sur la production, la transmission et la distribution d'électricité. En 2010, l'électricité fournie par des sociétés de distribution privées a atteint 46% du marché total.</p>
Éducation	Loi n° 5580 sur les établissements éducatifs privés. Législation sur les fondations	<p>Les personnes physiques ou morales étrangères ne peuvent créer des établissements éducatifs que si tous les étudiants sont étrangers. Les personnes morales ou physiques peuvent créer des établissements internationaux d'enseignement privé avec l'accord du Conseil des Ministres.</p> <p>Dans les établissements d'enseignement supérieur, les organes administratifs doivent comprendre une majorité de citoyens turcs.</p>
Bureaux de placement privés	Loi n° 4904	<p>Conformément aux modifications apportées en 2007 par la Loi n° 4904, seuls les citoyens turcs peuvent établir ou administrer un bureau privé de placement, ou agir pour son compte. Si une société étrangère souhaite établir un bureau en Turquie, celui-ci doit être représenté par un citoyen turc. En vertu des modifications apportées à ladite loi en 2008, l'obligation d'être un citoyen turc pour pouvoir établir, administrer et représenter un bureau a été supprimée; les étrangers peuvent maintenant établir des bureaux de placement privés.</p>

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

36. L'indice de restrictivité de la réglementation applicable à l'IED (destiné à rendre compte des restrictions à la participation au capital et aux mesures de sélection et d'agrément préalable applicables au personnel clé étranger, et d'autres restrictions opérationnelles) attribué par la Turquie à l'OCDE est globalement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (tableau II.6).³² D'après les données pour 2010, outre le secteur de l'immobilier (qui est considéré comme étant "fermé"), les restrictions à l'IED s'appliquent aux services de médias et de transport ainsi qu'aux services fournis aux entreprises. Tous les autres secteurs visés par l'indice sont "ouverts". L'indice ne tient toutefois pas compte de l'application réelle de restrictions légales, qui est difficile à évaluer.³³

Tableau II.6

Indice de restrictivité de la réglementation applicable à l'IED attribué à la Turquie^a, 2010

	Turquie	Moyenne OCDE	Moyenne hors OCDE
Agriculture et sylviculture	0,000	0,128	0,227
Pêche	0,000	0,320	0,333
Industries extractives	0,000	0,122	0,209
Industries manufacturières ^b	0,000	0,030	0,059
Électricité	0,000	0,123	0,125
Construction	0,000	0,053	0,055
Distribution ^c	0,000	0,029	0,120
Hôtellerie-restauration	0,000	0,030	0,077
Transport	0,208	0,227	0,289
Médias	0,250	0,180	0,316
Télécommunications	0,000	0,092	0,174
Services financiers ^d	0,000	0,053	0,132
Services fournis aux entreprises	0,125	0,067	0,167
Immobilier	1,000	0,283	0,277
Total	0,072	0,095	0,157

a 1 = fermé; 0 = ouvert.

b Résultats moyens pour cinq secteurs manufacturiers.

c Résultats moyens pour la distribution de détail et de gros.

d Résultats moyens pour la banque, l'assurance et les autres services financiers.

Source: OCDE (2010), *OECD's FDI restrictiveness Index: 2010 update*. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/32/19/45563285.pdf>.

37. Des incitations à l'investissement, comme les exemptions de droits d'importation et le subventionnement des crédits, sont proposées tant aux investisseurs nationaux qu'aux investisseurs étrangers. Les résidents turcs qui souhaitent investir à l'étranger sont libres d'exporter des capitaux en espèces, par virement bancaire ou en nature, conformément au Règlement douanier.³⁴

³² En 2006, le résultat obtenu par la Turquie était légèrement supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Il n'est pas strictement approprié d'établir une comparaison entre les résultats de 2006 et de 2010 en raison de la modification des méthodes (OCDE, 2010b).

³³ D'après l'UE (2011), les procédures de licences appliquées par la Turquie sont relativement longues. Par exemple, il faut toujours suivre 25 procédures différentes pour construire un entrepôt. La sortie du marché est elle aussi difficile puisqu'il faut en moyenne trois ans et trois mois pour fermer une entreprise.

³⁴ L'obligation d'obtenir l'autorisation du Sous-secrétariat au Trésor pour les investissements sortants excédant 5 millions de dollars EU a été abolie à la fin de 2006.

38. Il apparaît que les entrées d'IED en Turquie, qui ont sensiblement augmenté à partir de 2004 – en partie du fait de la privatisation d'entreprises publiques –, ont subi la crise financière mondiale (tableau II.7). Après un net recul entre 2007 et 2008, le stock d'IED entrant a atteint son point culminant en 2010, et il est maintenant revenu à son niveau d'avant la crise par rapport au PIB de la Turquie. D'après l'indice des entrées effectives d'IED de la CNUCED, la Turquie se classait au 108^{ème} rang en 2010, alors qu'elle était au 94^{ème} rang en 2008 et au 71^{ème} en 2006.³⁵ Les sorties d'IED ont enregistré leur plus haut niveau en 2008 mais le stock d'IED sortant a continué d'augmenter pour s'établir à près de 22 milliards de dollars EU en 2009, contre quelque 6 milliards en 2002-2003. D'après l'indice des sorties effectives d'IED de la CNUCED, la Turquie était 77^{ème} sur 125 pays pendant la période 2005-2007.

Tableau II.7
Investissement étranger direct, 1995-2010
(en millions de \$EU)

	1995-2005 ^a	2006	2007	2008	2009	2010
Entrées d'IED	2 188	20 185	22 047	19 504	8 411	9 278
Stock d'IED entrant	33 511	95 076	154 020	80 225	140 493	181 590
Stock d'IED entrant (% du PIB)	10,2	18,1	23,6	10,8	22,8	24,7
Sorties d'IED	484	924	2 106	2 549	1 553	1 464
Stock d'IED sortant	5 935	8 866	12 210	17 846	22 250	21 570
Stock d'IED sortant (% du PIB)	2,0	1,7	1,9	2,4	3,6	2,9

a Moyenne annuelle (moyenne pour la période 2000-2005 pour les stocks d'IED entrants et sortants).

Source: Banque centrale de Turquie.

39. Le pic atteint par les entrées d'IED en 2007 et la baisse qui a suivi peuvent dans une large mesure être attribués au secteur des services financiers, où l'IED s'est chiffré à 1,6 milliard de dollars EU en 2010 contre plus de 11 milliards en 2007, en raison de l'acquisition de diverses banques par des investisseurs étrangers. Si l'IED par secteur peut varier nettement d'année en année, l'IED entrant en Turquie est principalement consacré aux services (intermédiation financière, communications, fourniture d'énergie et services de distribution) et au secteur manufacturier. Bien que l'IED dans l'agriculture, la chasse, la pêche et la sylviculture connaisse une augmentation depuis 2008, sa part dans les entrées totales d'IED reste négligeable – soit en moyenne 0,4% pendant la période 2005-2010, contre 80% pour les services, 18% pour le secteur manufacturier et 1,4% pour les industries extractives. L'Union européenne, et principalement les Pays-Bas, l'Autriche, la France, la Belgique, la Grèce et l'Allemagne, continue d'être de loin le plus gros investisseur en Turquie, où elle représentait près de 70% des entrées totales d'IED au cours de la période 2005-2010.³⁶

40. L'IED sortant de la Turquie, qui s'établissait en moyenne à 2 milliards de dollars EU pendant la période 2005-2010, concerne principalement les services (45,5%), notamment l'intermédiation financière (21%); le secteur manufacturier (35%); et les industries extractives (18,5%). Pendant cette période, près de 60% des investissements turcs à l'étranger se répartissaient entre cinq pays: l'Azerbaïdjan, les Pays-Bas, l'Allemagne, Malte et le Luxembourg.

³⁵ CNUCED (2011).

³⁶ Pendant les six premiers mois de 2011, les entrées d'IED en Turquie se sont chiffrées à 9,1 milliards de dollars EU et concernaient principalement le secteur financier, le secteur de l'énergie et le secteur manufacturier. Les investisseurs de l'UE, dont les plus gros étaient l'Autriche et l'Espagne, absorbaient plus de 90% de ces investissements.